

## BURUNDI: Le gouvernement s'interroge sur le faible nombre d'armes des FNL

IRIN - 29 juillet 2008 BUJUMBURA - Plusieurs milliers de combattants des Forces nationales de libération (FNL) se sont rassemblés à Rugazi, dans la province de Bubanza, dans le nord-ouest du Burundi, mais seul un petit nombre d'armes a été rendu, selon les observateurs. D'après Pasteur Habimana, le porte-parole des FNL, 2 450 combattants trouvent à Rugazi et ils seront bientôt 3 000, lorsque seront arrivés ceux qui se trouvent encore dans les zones de rassemblement de Bujumbura Rural.

Les rebelles doivent rendre leurs armes à l'unité de protection de l'Union africaine, mais seules 40 entre elles ont été rendues, selon Hafsa Mossi, porte-parole du gouvernement. Ce nombre, a-t-elle ajouté, est insignifiant comparé à celui des combattants que l'on suppose armés. Cela a amené le gouvernement à se demander où pouvaient se trouver les armes restantes. « Tous les combattants encore en possession d'armes sont considérés comme des criminels », ont déclaré les autorités le 25 juillet, reprochant également aux FNL de n'avoir pas transmis la liste de leurs combattants au mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS). Aux yeux des autorités, il s'agit d'une preuve que le mouvement continue de recruter des combattants pour atteindre les 21 100 hommes qu'il prétend avoir. « Cela prouve qu'ils [les FNL] ont des intentions cachées », selon le communiqué, et cela représente une violation de l'accord. Le groupe est le dernier mouvement rebelle armé du Burundi. Les mesures prises en vue de rassembler les combattants ont été favorablement accueillies par l'ambassadeur Kingsley Mamabolo, président du directoire politique. Pour cet émissaire, qui représente également le gouvernement sud-africain au sein de l'équipe de médiation, il s'agit d'une étape importante du processus de paix. « Cela ouvre la voie au désarmement, à la démobilisation et à l'insertion des combattants », a-t-il déclaré. « Nous nous attendons à ce que d'autres combattants des FNL rejoignent les zones de rassemblement dans les prochains jours ; cela confirmera que le processus de paix a bel et bien repris sur la bonne voie ». Pour le général Evariste Ndayishimiye, qui représente le gouvernement dans le cadre du processus de médiation, il s'agit d'un signe « susceptible de contribuer à faire avancer les choses ». Des conditions de vie déplorable Les habitants de Rugazi ont expliqué que cela marquerait la fin des actes de harcèlement perpétrés par les combattants des FNL, en quête de nourriture. « S'ils reçoivent de la nourriture, nous pourrions vaquer sans crainte à nos activités quotidiennes », a indiqué à IRIN un habitant de Rugazi, sous couvert de l'anonymat. Les combattants des FNL sont généralement accusés de piller des foyers ou des champs pour se ravitailler. Mais seuls les combattants des zones de rassemblement reçoivent de la nourriture et jusqu'au 28 juillet, le site de Rugazi n'accueillait que 155 combattants. Pasteur Habimana a déploré les conditions de vie des combattants au site de Rugazi, affirmant que ceux-ci manquaient de nourriture, de matelas et de médicaments. Ce problème, a-t-il ajouté, doit être résolu par le MCVS, l'organe qui supervise la mise en œuvre de l'accord de paix. Dernièrement, le 7 juillet, les FNL ont suspendu le rassemblement de leurs combattants, pour réclamer d'être reconnus comme parti politique. Le gouvernement a néanmoins objecté à la légalisation du mouvement tant que le rassemblement des combattants n'aurait pas été mis fin. Il a accusé le groupe de recruter des combattants supplémentaires et de retarder le processus de paix en insistant pour être reconnu sur la scène politique avant le cantonnement des combattants. Agathon Rwasa, leader des FNL, a toutefois nié l'hypothèse du recrutement. Depuis son retour au Burundi, le 30 mai, après plusieurs années d'exil en Tanzanie, celui-ci a annoncé la rébellion. Avant de revenir, il avait signé un accord avec le gouvernement, engageant son groupe à mettre fin à la rébellion. Les FNL ont lancé leur dernière attaque dans la banlieue de Bujumbura en mai, faisant 33 morts et au moins 20 000 déplacés. Depuis le retour de M. Rwasa, les fusils sont restés baissés, un fait salué par les observateurs, et qui pourrait marquer, selon eux, la fin du conflit. [FIN][Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]